

ignorance du zèle catholique lui ont fait échapper des aveux naïfs et qui bouleversent ses théories. Ce qui fait que dès le début il rend aux catholiques un hommage involontaire et plein de force et qu'on pourra plus tard invoquer avec succès dans la comparaison du bien que peuvent opérer relativement les missions catholiques ou protestantes. Il pense, le célèbre écrivain, que les *métis* français catholiques sont en minorité, ce qui constitue un grave embarras pour expliquer l'influence si prépondérante de leur clergé. Le Colonel s'en tire par une confession pleine de charmes. Une telle prépondérance peut, dit-il, paraître étrange : mais au fond elle s'explique assez facilement : les protestants étaient divisés en plusieurs nationalités et en plusieurs sectes, sans unité de chef spirituel commun et sans aucun intérêt commun. Qu'est-ce à dire, brave Colonel ? C'est donc l'unité dans la même foi et dans la soumission au même chef qui fait la force des catholiques, de même que c'est le manque d'unité chez les Protestants qui constitue leur faiblesse ? Alors, pourquoi insulter les catholiques, dont la croyance uniforme a produit de si beaux résultats, de votre aveu même ? Si nos lecteurs doutent de la naïveté du Colonel, qu'ils lisent la première colonne de la page 705 du *Blackwood's Magazine* de décembre dernier.

Ce n'est pas le seul tribut d'éloges forcés qu'il rend au clergé catholique à cet endroit de son écrit. Tout en voulant donner avec le plus de malveillance possible la raison de l'influence catholique au Nord-Ouest, il se met le doigt et même le coude dans l'œil. Il s'empresse de déclarer au début que dès l'origine le clergé catholique s'empresse de suivre au Nord-Ouest les *voyageurs et guides canadiens*. Pourquoi le clergé protestant n'a-t-il pas fait la même chose ? Il ne nous le dit pas. Grave omission ! La réponse à ce pourquoi eût été très-intéressante. Pourtant, les protestants, eux aussi, y allèrent de bonne heure. Oui, nos missionnaires catholiques ont été là des premiers, comme ils le furent dans les Indes, qui enrichissent aujourd'hui l'Angleterre. Leur intérêt matériel était, dans le temps, comme il l'est encore, facile à calculer : misère, pauvreté, martyre. Il y aurait ici de belles pages à écrire pour dissiper les préjugés du Colonel et de ceux qui pensent comme lui. Ce n'est ni l'occasion ni le temps. Nous espérons avoir l'occasion d'y revenir.

Une réflexion bien naturelle aurait néanmoins dû ouvrir les yeux au colonel. Les officiers et directeurs de la Compagnie de la Baie d'Hudson, tous anglais et protestants, ont jugé à propos de laisser se développer cette influence du clergé catholique contre laquelle le colonel Wolseley s'élève avec tant de force. Ils étaient les maîtres souverains des lieux. Pourquoi n'ont-ils pas appelé plutôt le clergé protestant à leur aide ? Cette préférence des gens de la compagnie de la Baie d'Hudson pour le clergé catholique a sans doute sa raison d'être et il est à regretter que le colonel n'ait pas trouvé digne de lui d'étudier les causes de cette préférence. Cela ne faisait pas son affaire et le résultat eût renversé ses affirmations.

Nous ne pouvons quitter ce point sans donner une autre preuve de l'ignorance du colonel. En parlant de l'influence du clergé catholique, il a voulu insulter l'Évêque Taché. C'était de droit. Les grands mérites de cet évêque, le beau rôle qu'il a joué dans la pacification du Nord-Ouest, devaient nécessairement le recommander à sa haine. Il représente donc la population catholique comme agissant et *rotant unanimement* aux élections sous les ordres de cet évêque habile et astucieux, qu'il ne nomme pas, mais qu'on reconnaît à l'allusion. Il est donc très fort ce colonel ; il connaît son histoire du Nord-Ouest comme sa politique canadienne. Il suppose des *métis* en plein régime constitutionnel, ayant mille votes à donner, pour déclarer plus loin qu'ils sont sans instruction, sans lois civiles ni constitutionnelles et n'ayant pour tout droit que l'obéissance à leur clergé et aux employés supérieurs de la Compagnie.

L'ouvrage du colonel est pleine de telles inepties.

L'histoire du clergé catholique désirant fermer la porte du Nord-Ouest aux émigrés anglais et protestants mérite à peine une réponse. L'assertion n'est pas fondée ou elle l'est. Nous affirmons que l'avancé est tout gratuit. Nous pourrions nous contenter de dire à l'auteur : "vous omettez un fait grave pour nous sans en donner la preuve. Prouvez, ou vous êtes tenu pour un simple calomniateur." Une telle réponse serait suffisante pour les plus exigeants. Nous allons plus loin. Le col. Wolseley prouve l'inanité de sa prétention en déclarant que les *métis* anglais sont en majorité. Ce pauvre clergé, qu'il vilipende tout à son aise, n'avait pas l'influence qu'il lui suppose puisqu'il a laissé l'élément étranger le déborder.

Le recensement qui vient d'être fait à Manitoba prouve qu'il s'est trompé : les *métis* français et catholiques sont en majorité, de très peu, si l'on veut, mais, enfin, ils le sont. C'est une nouvelle preuve de la vérocité du docteur écrivain.

Prenons pour fait avéré que cette majorité catholique soit l'œuvre des chefs français du Nord-Ouest. Où serait le mal ? Depuis quand empêche-t-on le Haut-Canada

d'attirer sur son territoire une immigration anglaise et protestante ? Qui fera un crime à la Province de Québec, dont l'immense majorité est française et catholique, de chercher à avoir des colons de la Lorraine et de l'Alsace, provinces ruinées par la guerre qui vient de se terminer ? Qui a jamais songé à empêcher un citoyen de s'entourer d'amis partageant sa foi religieuse et politique ?

Nous sommes réellement désolé d'avoir à recourir à de si simples comparaisons pour réfuter cet ignare colonel. La plus triste mauvaise foi caractérise ses articles. Nous en donnerons une nouvelle preuve lorsque nous parlerons, dans notre prochain numéro, de ses insultes contre le Bas-Canada et Sir George E. Cartier.

J. A. MOUSSEAU.

L'HON. J. E. CAUCHON.

Le portrait en miniature que j'ai fait à la hâte de M. Cauchon a suscité des commentaires plus ou moins justes. Je prie le public d'attendre avec patience que je complète ce portrait pour le juger. Je me bornerai pour le moment à expliquer ma pensée sur deux points débattus.

"Le plus savant en science constitutionnelle et le plus clairvoyant de nos hommes politiques."

Il est bon de dire d'abord que je n'entendais parler que de nos hommes politiques canadiens français.

On me dit que MM. Cartier, Langevin et Dorion sont pour le moins aussi forts que M. Cauchon en science constitutionnelle, que seulement le président du Sénat, en sa qualité de journaliste, avait eu plus souvent occasion de montrer ce qu'il savait. C'est possible, mais je soutiendrai plus tard que dans ses écrits et ses discours sur certaines questions, M. Cauchon a dépassé ses collègues par la hauteur des vues et la largeur des théories. Qu'on veuille bien ici tenir compte de la valeur des mots. D'ailleurs, je justifierai cette opinion plus tard.

Il est une autre phrase que je tiens davantage à expliquer.

"Il est donc en état plus que jamais," disais-je, "d'être utile à son pays et de battre la route à la génération actuelle à travers les événements importants qui se déroulent" et dont il est en partie responsable—aurais-je dû ajouter.

Mon intention était de dire que M. Cauchon, après avoir contribué à faire accepter le nouveau régime, devait travailler à lui faire produire les résultats qu'il en attendait afin de prouver qu'il a eu raison à ceux qui l'ont cru comme à ceux qui n'ont pas eu foi en ses prévisions.

J'étais du nombre de ces derniers.

Je n'avais en aucune manière l'intention de dire que M. Cauchon devait prendre la place de M. Cartier ou de M. Chauveau, et je ne pouvais avoir cette intention.

L. O. DAVID.

COURRIER D'ONTARIO.

LES ÉLECTIONS A NOTRE LÉGISLATURE LOCALE.

Il y a encore de la vie politique dans notre belle province d'Ontario, si j'en juge du moins par le fracas assourdissant dont l'écho nous arrive de Toronto depuis tantôt quinze jours. Le *Globe*, le *Telegraph* et le *Leader* se débattent comme des forcenés, depuis qu'il est question de préparer une nouvelle fournée de représentants à notre législature locale.

Le *Globe* est seul contre les deux autres champions, qui, sans s'aimer beaucoup, combattent néanmoins sous le même drapeau ; mais le *Globe* a du nerf, et des ongles et des dents, et il sait mordre, lorsqu'il ne pince ni ne déchire.

Pour le *Telegraph* et le *Leader*, il s'agit de rester aussi longtemps que possible dans les doux liens que leur a créés Mr. John Sandfield Macdonald. Pour le *Globe*, c'est toute une autre histoire. Il veut terrasser, pulvériser et mettre en terre M. Sandfield Macdonald, parce qu'il s'imagina que le procureur-général d'Ontario sert de rempart à Sir John A. Macdonald, et que le premier mis hors de cause, la besogne de renverser le second sera à moitié faite.

M. Brown, on le sait, ne fait jamais un mouvement, ni des pieds ni des mains, ni de la tête ni des épaules, sans avoir en vue la chute de Sir John, qu'il paraît détester au-delà de toute mesure. Rochefort, dans le *Rappel* ou la *Marseillaise*, n'a jamais parlé d'Emile Olivier avec plus de haine et de colère que ne l'a fait M. Brown de l'hon. ministre de la justice. Il est même descendu jusqu'à fouiller dans la vie privée de son terrible antagoniste, et il s'est alors oublié dans ces accusations et ces reproches malséants qui ont fait au *Globe* une si piètre réputation. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit pour le moment.

Le *Globe*, né malin, garde toujours sur la planche une bonne petite question qu'il puisse de temps en temps jeter en pâture au fanatisme de ses compatriotes. Lorsque ses abonnés s'ennuient, qu'ils bâillent, qu'ils se souviennent des brouillards de l'Angleterre, qu'ils sentent autour d'eux les grandes ailes de hibou du spleen britannique dont parle Murgor, le *Globe* arrive avec sa petite question, et toute de suite, la passion recommence à circuler dans leurs veines.

Ce fut autrefois le projet des écoles séparées qui servit d'os à ronger aux bons lecteurs du *Globe*. Puis vint le *rep by pop*. Aujourd'hui, c'est le tour de la province de Manitoba.

Que se passe-t-il donc à Manitoba pour donner lieu à M. Brown d'aller chercher si loin l'aliment de fanatisme indispensable à l'appétit malade de ses abonnés ? Mon Dieu, il se passe... des choses... enfin, je ne sais pas trop, moi. Mais le fonds de l'affaire est celui-ci : il y a des *métis* français au Nord-Ouest, et ces *métis* ont des prêtres et un évêque. Le

Globe assure à ses lecteurs, pour chasser leur mélancolie, lorsqu'il y a du brouillard et de l'humidité, que tout ce qui se fait à Fort-Garry est fait au profit de cet évêque, de ces prêtres et de ces *métis* ; qu'il n'y a de protection, de faveurs, de patronage et de justice que pour eux. Cette révélation choque beaucoup les bonnes gens qui lisent la gazette, et il y a si loin d'ici à la Rivière-Rouge, qu'ils ne se sentent jamais la moindre envie d'aller voir si c'est en effet de la sorte que les choses se passent.

Comme de raison, le *Globe* n'est pas assez enfant pour ne pas savoir que le souvenir de la révolte des *métis*, en présence de l'autorité de M. Macdougall, et l'exécution de Scott, rappelés à propos, font un merveilleux effet sur l'esprit des lecteurs ; et il use vaillamment du procédé.

Le *Globe*, qui veut percer les flancs à John Sandfield pour arriver tout sanglant jusqu'à John A., a trouvé moyen de faire intervenir son os à ronger—je veux dire la question de Manitoba—dans nos élections provinciales. Il a recommandé à son cercle de voter pour les candidats de l'opposition... afin d'empêcher les suites funestes de la domination française dans la province de Manitoba. Pour ma part, je saisis parfaitement l'idée de M. Brown. Il fait flèche de tout bois pour tâcher d'atteindre son ennemi. Mais je doute que ses lecteurs—je veux parler des plus simples—comprendent bien toute la portée de sa tactique.

En 1789, deux habitants de je ne sais plus quelle partie de la France, parlaient du *reto* :—"Sais-tu ce que c'est que le *reto* ?" dit l'un—Non.—Eh bien, tu as ton écuelle remplie de soupe ; le roi te dit : Répands ta soupe, et il faut que tu la répandes."

Je crains beaucoup, pour le succès des efforts du *Globe*, que ses paysans ne soient pas plus éclairés sur les rapports qui peuvent exister entre le choix d'un député à la législature locale d'Ontario, et la réforme du système suivi à la Rivière-Rouge, que nos deux paysans français n'entendaient le *reto*.

Je sais bien, quant à moi, qu'on me poursuivrait toute une semaine plusieurs épées dans les reins, pour me faire voter en faveur d'un candidat qui s'engagerait à rendre tout à fait présentable dans les salons la province de Manitoba, que je répondrais comme un seul homme :—Va te promener !.....

Quoiqu'il en soit de cette affaire de Manitoba, je constate avec joie que nous n'avons pas à redouter encore pour cette année une disette de candidats à la députation. Depuis huit jours, il en surgit à toutes les colonnes des journaux. Je ne coudoie plus un homme sans le saluer profondément, et avec une nuance de respect des plus distingués. Et, en effet, qui sait s'il n'y a pas sous ce froc, sous cet habit, ou sous cette blouse, un candidat aujourd'hui—un député demain—un ministre après-demain ? Je mets même chapeau bas devant les personnes revêtues des habits d'un autre sexe. Il peut se glisser des candidats sous des vêtements de femme. C'est un moyen de séduction, et il faut que tout homme qui aspire à l'honneur d'arracher un mandat à ses concitoyens soit un peu séducteur. Et puis, qui sait ? dans cinquante ou cent ans d'ici, les femmes auront peut-être conquis leurs droits politiques... Il faut les ménager ; plus tard, on ne sait pas ce qui peut arriver. Lorsqu'elles auront des portefeuilles, elles auront des faveurs à distribuer... et l'on ne sera pas fâché d'assister à la distribution.

"Les candidats arrivent, dit Veillot. Une première profession de foi est lancée : on commence. Une autre profession de foi part d'un autre côté ; une troisième, une quatrième éclatent. Oh ! belles fautes d'orthographe, belles observations de grammaire et de bon sens qui sont mises au jour. Les concurrents se jettent à la traverse, tombent des greniers, sourdent des caves ; dégel, débâcle de candidats. Nous avons le blanc, le noir, le brun, le brun foncé, le brun clair, le brun tirant sur le roux, le gris uni, le gris moucheté. On se dispute, on s'injurie, on se rapproche pour se trahir. Vous croyez qu'il s'agit de savoir laquelle de ces couleurs, de ces nuances ou de ces mouchetures répond le mieux à l'opinion des électeurs ? Nullement. Ceci n'est que le dehors, ce que nous appelons "la fiction constitutionnelle". Au fond, les trois quarts au moins des intéressés se chamaillent pour tout autre chose. Ils ont bien une opinion ; la plupart même en ont deux ; mais l'opinion, lorsqu'elle est unique, est encore la moindre affaire. Ce scrutin tant chauffé est une marmite de cocagne. Là cuisent, au feu des professions de foi, maints et maints friands morceaux : il s'agit de savoir qui les mangera."

Eh, mon Dieu, oui ! Il s'agit de savoir qui aura les morceaux les plus gros, les plus longs, les plus solides. Il y en a qui aiment le sucre, d'autres qui aiment le lard, d'autres qui aiment le pain. Chacun a ses convoitises, selon ses goûts et ses penchants particuliers.

Faisons pourtant de larges de très-larges exceptions. Si la peinture de Veillot est fidèle en France, à coup sûr elle est trop générale dans sa forme pour être d'application exacte en notre pays. Comme de raison, chaque parti lutte, combat, bataille avec emportement, avec passion, avec acharnement pour la possession du pouvoir et du patronage qui en découle, mais ce n'est que juste qu'il en soit ainsi.

Ici, nous avons des ministres qui restent pauvres, après bien des années de pouvoir. Nous avons des députés qui restent silencieux, à côté de ceux qui convoitent et demandent sans cesse. Mais j'imagine qu'il en est de même en France, et que Louis Veillot, à l'époque où il écrivait *L'Honnête Femme*, dont les lignes ci-dessus sont extraites, se montrait trop sévère pour son pays.

Un mot des professions de foi.

La profession de foi, a dit quelqu'un, trahit son homme : longue, elle dénote chez le signataire un bavard dont les idées manquent de netteté et de franchise. L'homme franc, qui sait ce qu'il veut et ne médite pas de tromper la confiance de ses mandataires, fait court. Il va droit au but.

La mode est bien passée en Canada des professions de foi. On en découvre quelques-unes par-ci par-là, à la troisième ou quatrième page des journaux, mais elles sont clair-semées, et l'on dirait, tant elles ont l'air timides, qu'elles rougissent et demandent pardon de leur audace. J'en ai déniché une ce matin dans le *Times* ; elle est signée par un Mr. Kidd. Voilà un nom prédestiné au calembour, n'est-ce pas ?

Aux élections de 1869, en France, il se présentait un M. Trow.

Je ne puis croire, disait une feuille locale, qu'une fois à la